

## SPORTS

Une petite erreur de Joannie Rochette

Page B 6



## OUGANDA

Museveni vers la victoire

Page B 3



## LE MONDE

## Un attentat fait 21 morts dans un marché chiite à Bagdad

Jack Straw joint sa voix à celle de Washington et appelle à l'unité des Irakiens

KAMAL TAHA

Bagdad — Une vingtaine de personnes ont été tuées dans un attentat à la voiture piégée qui a secoué hier un marché essentiellement chiite du sud de Bagdad, alors que le chef de la diplomatie britannique Jack Straw a appelé à l'unité lors d'une visite inopinée en Irak.

Au moins 21 personnes ont été tuées et 27 blessées dans un attentat à la voiture piégée perpétré au marché d'Abou Dchir, dans le quartier de Doura, a indiqué une source du ministère de l'Intérieur. L'explosion de la voiture, garée près d'un trottoir, s'est produite à une heure de grande affluence dans ce marché populaire essentiellement chiite. L'attentat a porté à environ 30 morts le bilan des victimes des violences hier en Irak, au lendemain d'une journée sanglante ayant fait au moins 24 morts.

Entre-temps, Jack Straw, arrivé lundi à Bagdad, a appelé les Irakiens à l'unité. Joignant sa voix à celle de Washington, le ministre des Affaires étrangères a appelé à la constitution d'un nouveau gouvernement unifié et non communautaire.

«Les résultats définitifs des élections de décembre montrent qu'aucun parti, ethnique ou religieux, ne peut dominer l'Irak», a souligné M. Straw lors d'une conférence de presse. L'Alliance des chiites conservateurs a obtenu la prépondérance mais pas la majorité absolue au Parlement.

D'autre part, le président irakien, Jalal Talabani, a

insisté auprès de M. Straw pour le maintien du contingent britannique de 8000 soldats dans le sud du pays, en dépit du scandale suscité par des images montrant des militaires frappant de jeunes Irakiens.

«Nous avons dit à Straw qu'il était nécessaire que les troupes britanniques restent en Irak jusqu'à ce que nos forces soient prêtes», a affirmé le chef de l'Etat. «Nous n'avons aucun problème avec elles», a-t-il souligné.

M. Straw a répété que ses soldats resteraient tant que le gouvernement irakien aurait besoin. «Nous sommes fiers de ce qu'elles [les troupes] ont fait pour libérer l'Irak, spécialement la communauté chiite dans le sud.»

Cette troisième visite de M. Straw en moins de trois mois est intervenue au milieu d'une controverse sur des mauvais traitements infligés par des soldats britanniques à de jeunes irakiens.

«Cet incident s'est produit il y a deux ans. Nous regrettons cet incident et nous condamnons ce qui s'est passé», a-t-il déclaré. Il a souligné qu'une enquête avait été ouverte sur ces mauvais traitements, dont des photos ont été publiées par un quotidien britannique et une vidéo diffusée par plusieurs chaînes de télévision dans le monde. «Une enquête est ouverte et les militaires seront intractables dans leurs investigations», a-t-il dit.

Les gouvernorats chiites de Bassora et d'Amara (sud) ont décidé de suspendre leurs relations avec les forces britanniques à la suite de cette affaire. A Amara, quatre jeunes chiites ont porté plainte contre



Jack Straw (à gauche) en compagnie d'Ibrahim al-Jaafari hier à Bagdad.

les troupes britanniques et se sont constitués partie civile devant un tribunal pénal irakien pour réclamer un dédommagement, a indiqué leur avocat.

D'autre part, l'envoyé spécial de la Ligue arabe, Moustapha Osmane Ismail, a annoncé que la conférence d'entente nationale irakienne aurait lieu début juin à Bagdad.

«Nous sommes arrivés à un accord pour que la Conférence d'entente nationale irakienne ait lieu la première semaine de juin à Bagdad. Le comité préparatoire doit en fixer la date et la durée», a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Bagdad.

La conférence devait initialement avoir lieu fin février ou début mars à Bagdad.

Les Christian Peacemaker Teams (CPT), l'organisation pacifiste à laquelle appartiennent quatre otages détenus en Irak, dont deux Canadiens, dit partager l'optimisme du ministre canadien des Affaires étrangères quant à leur éventuelle libération.

Lundi, Peter MacKay avait dit, sur la foi d'une vidéo diffusée fin janvier par leurs ravisseurs: «Les informations les plus récentes que nous détenons nous amènent à croire qu'il y aura libération en sûreté de ces individus et nous restons très optimistes.»

«Dans la vidéo du 29 janvier [la troisième depuis leur enlèvement le 26 novembre dernier], les ravisseurs ne prétendent plus que les Christian Peacemakers sont des espions comme ils l'avaient fait précédemment et ils n'ont pas fixé de limite de temps à leur revendication, qui est la libération de prisonniers irakiens», a noté Rebecca Johnson, coordonnatrice de l'antenne torontoise des Christian Peacemaker Teams.

De plus, les contacts que les CPT entretiennent avec des associations musulmanes et des organisations irakiennes de défense des droits, sont «encourageants», selon Mme Johnson.

L'organisation Reporters sans frontières a lancé hier une semaine de mobilisation en faveur de la libération d'un autre otage, la journaliste Jill Carroll du Christian Science Monitor.

Agence France-Presse

## La Tchétchénie inquiète Louise Arbour

Grozny — Le haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, Louise Arbour, a exprimé hier à Grozny son inquiétude devant les témoignages d'enlèvements et de tortures qui lui parviennent de Tchétchénie.

«J'ai une grande expérience des enquêtes sur les crimes commis dans les zones de conflits armés et je ne serais pas tentée de sous-estimer la difficulté du travail des forces de l'ordre en république de Tchétchénie», a déclaré Mme Arbour lors d'une rencontre dans la capitale tchétchène avec le procureur de Tchétchénie, Valéri Kouznetsov.

Avant de devenir haut commissaire aux droits de l'homme en février 2004, Mme Arbour avait été nommée, en 1996, procureure générale du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, à La Haye.

«Mais je ne peux pas ne pas remarquer que nous parvenons, de la part de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme de Tchétchénie, des informations qui suscitent notre inquiétude et nous préoccupent sincèrement», a-t-elle ajouté.

Mme Arbour a énuméré les disparitions de civils, l'utilisation de la force pour obtenir des preuves dans les interrogatoires, les cas de «pressions sur des personnes témoignant d'exactions de membres des forces de sécurité» et suggéré la création d'un service indépendant d'enquête sur les crimes commis dans le cadre de l'opération antiterroriste en Tchétchénie.

«Un parquet civil et un parquet militaire travaillent dans notre république. Si au cours d'une enquête nous constatons que des militaires sont impliqués dans un enlèvement, l'affaire est transmise au parquet militaire», a déclaré M. Kouznetsov.

Le nombre de disparitions est passé de 228 en 2004 à 117 en 2005, a-t-il affirmé, selon l'agence Itar-Tass.

L'usage de la force pour obtenir des informations lors d'enquêtes «n'est pas seulement le problème de la Tchétchénie et de la Russie, c'est le problème du monde entier. Nous savons que ces méthodes sont employées en Irak», a par ailleurs déclaré M. Kouznetsov, cité par l'agence russe Ria-Novosti, ajoutant que le parquet enquêtait sur de tels cas.

Agence France-Presse

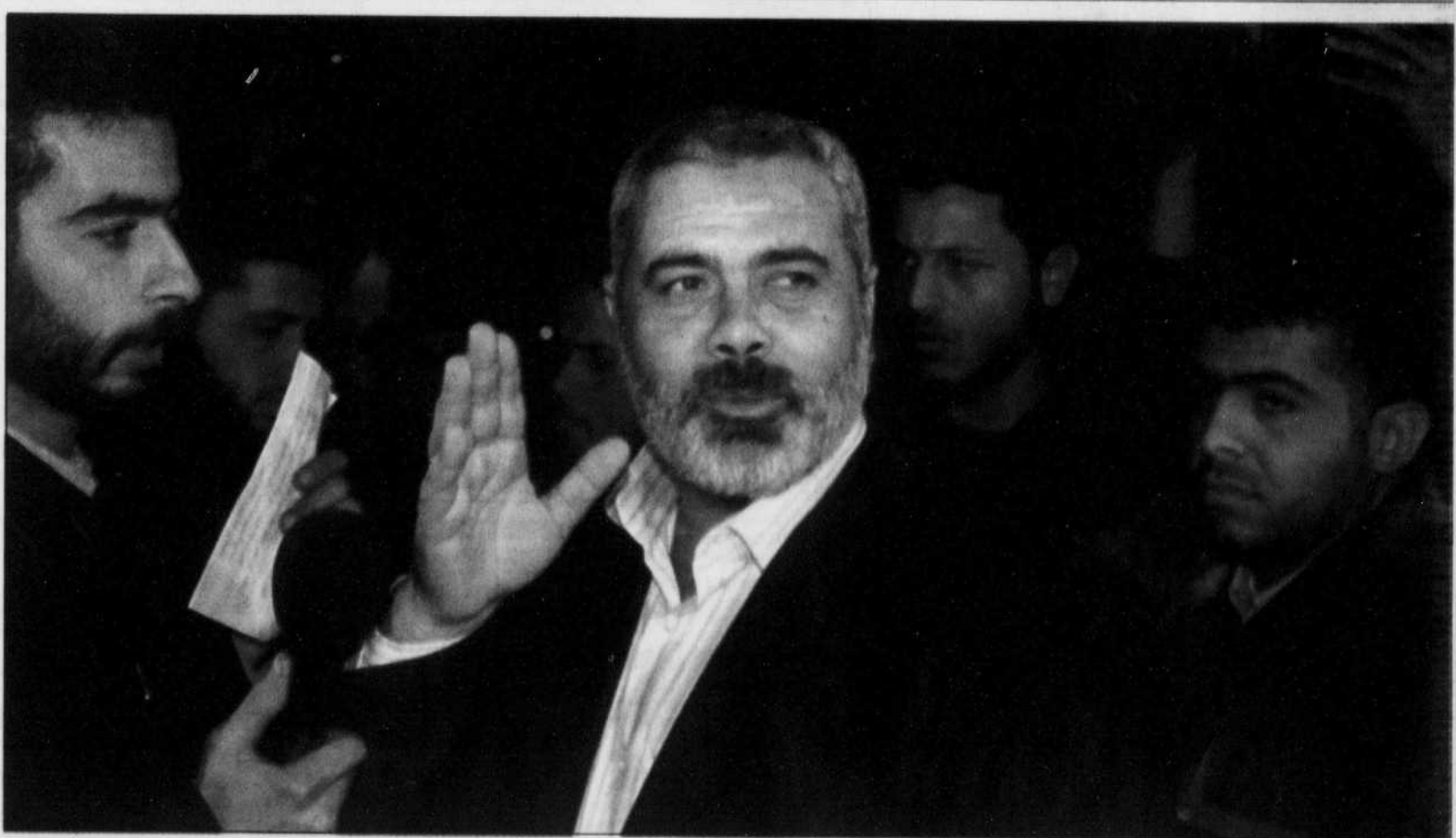
## Olmert fait une timide ouverture

Jérusalem — Le premier ministre israélien par intérim Ehud Olmert a estimé hier que les espoirs d'un règlement de paix avec les Palestiniens ne s'étaient pas évanouis en dépit de la victoire électorale des radicaux du Hamas, dans une interview à la télévision publique.

M. Olmert a reconnu que les chances d'un règlement rapide avec les Palestiniens s'étaient réduites avec l'entrée du Hamas au Parlement et au gouvernement. «Mais l'espoir ne s'est pas évanoui et je me dois de me battre à la fois contre le Hamas et pour maintenir cet espoir de parvenir à un accord», a-t-il affirmé.

«Nous avons une stratégie claire et une politique claire. Nous allons lutter contre le terrorisme avec toutes nos forces et ce sera une lutte quotidienne et avec détermination», a-t-il souligné. «Mais je ne vais abandonner l'espoir de voir se dessiner une nouvelle réalité dans nos relations avec les Palestiniens», a-t-il encore dit.

VOIR PAGE B 2: OLMERT



Ismaïl Haniyeh

Ismaïl Haniyeh

Le pragmatique devenu premier ministre  
Le chef de file du Hamas concilie résistance armée et combat politique conventionnel

Gaza — Le chef de file du Hamas, Ismaïl Haniyeh, désigné hier premier ministre du futur gouvernement palestinien par le leader Mahmoud Abbas, fait figure de pragmatique au sein du mouvement islamiste.

Cet ancien universitaire de 43 ans, déjà grand-père, dont la famille est originaire de la ville d'Ashkelon (Asqalan en arabe), dans le sud d'Israël, est né en 1963 dans le camp de réfugiés miséreux de Chatti, à Gaza, où il vit toujours.

Barbe grisonnante et bien taillée, vêtu le plus souvent d'une chemise et d'un blazer, l'homme au discours posé et chaleureux incarne l'aile «pragmatique» du Hamas qui veut concilier résistance armée et combat politique conventionnel.

Après le discours d'investiture du nouveau parlement, samedi, par M. Abbas, M. Haniyeh a fait état de «divergences politiques qui seront résolues par le dialogue» entre son mouvement et le leader palestinien, se gardant de rejeter ouvertement les appels au respect des accords passés avec Israël. «Ces divergences dans les positions et le programme politique seront résolues par le dialogue et la coordination, dans l'intérêt du peuple palestinien», a-t-il dit.

«Le Hamas a son propre programme et sa propre vision et nous allons résoudre toutes les divergences avec le président par le dialogue», a-t-il insisté.

Dans le salon de sa modeste maison, M. Haniyeh a accroché un portrait du fondateur et chef spirituel du Hamas, Ahmad Yassine, assassiné par Israël en 2004, et dont il était le bras droit.

«Nous allons résoudre toutes les divergences avec le président par le dialogue»

Membre du bureau politique du groupe radical dirigé par Khaled Mechaal, il a effectué sa scolarité dans un établissement financé par l'Agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés de Palestine (UNRWA). Il a ensuite obtenu un diplôme de la faculté d'éducation de l'Université islamique.

Haniyeh a milité au sein de la branche estudiantine des Frères musulmans, dont est issu le Hamas, avant de devenir membre de l'Union des étudiants de l'Université islamique en 1983 et 1984. Il prend la direction de l'union les deux années suivantes, période durant laquelle surviennent des conflits entre les étudiants du Fatah, dirigés par Mohammad Dahlane, aujourd'hui ministre sortant des Affaires civiles, et ceux des Frères musulmans.

Haniyeh a été emprisonné plusieurs fois par Israël durant la première Intifada qui a éclaté en

1987. Il a été détenu durant 18 jours en 1987, six mois en 1988 et trois ans à partir de l'année suivante. Il a été expulsé le 17 décembre 1992 par l'Etat hébreu pour six mois, avec des dizaines de responsables du Hamas et du mouvement radical Djihad islamique vers le Liban sud.

Connu pour son calme, ses positions pragmatiques et sa volonté de préserver une unité palestinienne, ce dirigeant jouit d'une grande popularité au sein du Hamas et entretient de bonnes relations avec les chefs des différentes factions palestiniennes. Il a en effet participé à toutes les négociations entre le Hamas, l'Autorité palestinienne et les autres groupes palestiniens.

Haniyeh est considéré, avec Mahmoud Zahar, comme le plus important dirigeant politique du Hamas dans la bande de Gaza après l'assassinat notamment de cheikh Yassine, Abdelaziz Rantissi et Ismaïl Abou Chanab. Il a échappé lui-même à une tentative d'assassinat en septembre 2003 alors qu'il était en compagnie de cheikh Yassine. Un avion de combat israélien avait largué une bombe sur une maison de Gaza où les deux hommes se trouvaient.

Il a été en tête de liste du Hamas aux élections législatives du 25 janvier qui ont vu le mouvement radical remporter 74 des 132 sièges du Parlement. Surnommé Abou Abed, il est marié et père de 13 enfants.

Agence France-Presse

LE MONDE

Colombie

Le commandant en chef est destitué

Bogotá — Le président colombien Alvaro Uribe a destitué hier le commandant en chef de l'armée, le général Reinaldo Castellanos, à la suite de révélations sur des tortures contre des soldats, au moment où les guérilleros lancent une offensive sur l'ensemble de la Colombie.

tent les médias pour expliquer ce geste du chef de l'Etat. M. Uribe n'a eu connaissance des tortures que samedi lors de son retour de Washington, a rapporté hier le quotidien El Tiempo.

Agence France-Presse

OLMERT

SUITE DE LA PAGE B 1

Le chef du Likoud, le grand parti de la droite israélienne, Benjamin Nétanyahou a pour sa part estimé que le Hamas n'allait pas s'«appropriser» après sa participation au pouvoir.

Dans des déclarations à la presse étrangère à Jérusalem, M. Nétanyahou a affirmé que le Hamas «partageait l'objectif des mouvements

islamistes radicaux qui est d'éliminer l'Etat d'Israël et de mener une bataille insensée contre l'Occident. «A cause de cela, le Hamas ne va pas s'appropriser. L'hypothèse selon laquelle le Hamas est un léopard qui changera ses taches après son arrivée au pouvoir est fautive. Cela n'aura pas lieu», a dit M. Nétanyahou.

Agence France-Presse

États-Unis: la science veut sauver Darwin

Soutenue par des religieux, une association se mobilise contre le «dessein intelligent»

LAURENT MAURIAC

Darwin contre Dieu, la bagarre continue dans les écoles américaines. Dimanche, plus de 300 enseignants étaient invités par l'American Association for the Advancement of Science (AAAS), une grande association scientifique, pour l'épauler dans son combat.

En décembre, au terme d'un procès très attendu à Harrisburg (Pennsylvanie), un juge a décidé que cette théorie, n'étant pas de nature scientifique et visant à promouvoir le christianisme, devait être exclue des cours de biologie d'une école.

décidé, en août, d'introduire le «dessein intelligent» dans l'enseignement, au motif que «l'évolution est acceptée par beaucoup de scientifiques mais mise en doute par certains» et qu'il est «important que les élèves prennent connaissance de ces débats».

George Bush lui-même avait repris à son compte cet argument, estimant en août que «les deux côtés devraient être enseignés» pour que «les gens comprennent le sujet du débat». Ce week-end, l'AAAS a dénoncé toute action qui aurait pour conséquence de saper l'enseignement de la théorie de l'évolution et de «priver les étudiants de la formation dont ils ont besoin».

estime l'AAAS, soit de discréditer la théorie de l'évolution en pointant des faiblesses ou des dissensions entre scientifiques, soit d'encourager l'exploration de théories alternatives, en l'occurrence celle du dessein intelligent.

«L'évolution est acceptée par beaucoup de scientifiques mais mise en doute par certains»

L'association compte également sur des soutiens religieux. La science et la religion «n'ont pas besoin d'être incompatibles», insiste-t-elle, chacune soulevant «des questions différentes au sujet du monde». C'est aussi l'argumentation développée dans une lettre ouverte par un collectif de prêtres et de pasteurs. Lancée à l'automne 2004 à l'initiative de Michael Zimmerman, doyen à l'université de Wisconsin Oshkosh, elle a recueilli 10 000 signatures. Remarquant que la majeure partie des chrétiens «ne lisent pas la Bible littéralement, comme un manuel de science», la lettre différencie la

«vérité religieuse», dont le but est de «transformer les cœurs», de la «vérité scientifique». Autrement dit, contrairement à ce que pense Bush, il ne peut y avoir de débat entre ces deux vérités «très différentes mais complémentaires». Les signataires affirment que la théorie de l'évolution est «une vérité scientifique fondamentale» et demandent aux écoles de préserver l'intégrité du curriculum scientifique.

Le site Web de cette initiative recense plusieurs dizaines de sermons de prêtres qui la soutiennent. David Leininger, un pasteur à Warren (Pennsylvanie), voit dans cette controverse mêlant religion, science et politique un «mélange toxique». Près de 450 prêtres à travers le pays ont célébré à leur manière, le dimanche 12 février, l'anniversaire de la naissance de Darwin en persuadant leurs fidèles qu'ils n'avaient pas besoin de faire un choix entre leur foi en Dieu et leur confiance dans la science.

Libération

LES PETITES ANNONCES

AVIS DE DÉCÈS

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE COTTAGE CENTENAIRE

135 TERRAINS CANTONS DE L'EST Lac Gilbert, Oasis de Paix

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER

NOUVEAU - CDN

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

162 DEMANDE À PARTAGER

176 CHALET À LOUER

115 EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

164 CONDOMINIUMS À LOUER

251 BUREAUX À LOUER

121 ESTRIE

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

165 PROPRIÉTÉS À LOUER

275 LOCAUX À LOUER

BROMONT-SUR-LE-GOLF

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER

301 ŒUVRES D'ART

MOTS CROISÉS

Sudoku par Fabien Savary

HORIZONTELEMENT

SUDOKU : le logiciel

Trahan, Marcel 1914-2006

MEMORIA

Sheppard, Gordon 1937-2006

Hardy, Christian 1923-2006

307 LIVRES ET DISQUES

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS

410 BUREAU

530 COURS

450 EMPLOIS DIVERS

542 MASSOTHÉRAPIE

SP La vie avec la sclérose en plaques

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

## LE MONDE

## La Cour suprême américaine va examiner un cas d'avortement

Washington — La Cour suprême américaine a accepté hier d'examiner une affaire portant sur une méthode chirurgicale d'avortement tardif, dont la décision sera un test capital sur l'orientation que prendra la plus haute juridiction après la récente arrivée de juges conservateurs.

Le gouvernement américain conteste des décisions prises par des tribunaux selon lesquels la loi de 2003 interdisant une méthode chirurgicale d'avortement tardif est inconstitutionnelle, principalement parce qu'elle ne prévoit pas d'exceptions permettant de protéger la santé de la femme. Cette loi marque la première restriction au droit des femmes d'avorter établi par la Cour suprême en 1973.

L'avortement est l'un des dossiers les plus controversés à revenir régulièrement devant la Cour suprême. Il a été légalisé en 1973 par l'arrêt rendu dans le procès Roe contre Wade.

Le 31 janvier, une Cour d'appel fédérale de San Francisco (Californie) a jugé inconstitutionnelle la loi interdisant une méthode chirurgicale d'avortement tardif. Cette décision bloque l'application de cette loi dans tous les États-Unis et seule une décision contraire de la Cour suprême pourrait renverser cet arrêt.

John Roberts est devenu en septembre le nouveau président à vie de la Cour suprême des États-Unis et Samuel Alito a remplacé, en janvier, le juge Sandra Day O'Connor, une conservatrice modérée très attachée aux droits des femmes qui incarnait jusqu'à présent le centre idéologique de la Cour.

L'arrivée de ces deux juges

risque de donner un coup de barre à droite sur des sujets fondamentaux tels que, outre le droit à l'avortement, la peine de mort, les mariages gais ou encore l'étendue des pouvoirs présidentiels dans la guerre contre le terrorisme.

Déjà, certaines organisations favorables au droit à l'avortement ont exprimé leur inquiétude après cette décision de la Cour suprême. «La décision de la Cour suprême d'examiner ce cas est un dangereux acte d'hostilité directement à l'encontre de la santé et la sécurité des femmes», a indiqué Cecile Richards, présidente de l'association PPF (Planned Parenthood Federation).

«Malgré 33 ans de jurisprudence démontrant que la santé des femmes importe, la Cour suprême a décidé qu'elle va à nouveau étudier ces questions», a-t-elle ajouté, estimant que «les législateurs devraient cesser de jouer à la politique au détriment de la santé et de la vie des femmes».

Pour leur part, les partisans du droit à la vie et la droite religieuse ont fait part de leur satisfaction. «L'industrie de l'avortement est en train de trembler. Ils savent que les jours de Roe contre Wade sont désormais comptés», a ainsi déclaré Randall Terry de l'organisation Society for Truth and Justice.

Une autre organisation anti-avortement, le NPLAC (National Pro-Life Action) a estimé que la décision de la Cour aiderait à faire la lumière sur «des pratiques barbares» et a dénoncé «la perpétuation de la culture de mort dans notre société», qui «n'a absolument rien à voir avec la préoccupation sur la santé des femmes».

Agence France-Presse

## EN BREF

## Fujimori devra rester en prison

Santiago — La justice chilienne a refusé hier de remettre en liberté sous caution l'ancien président péruvien Alberto Fujimori. Les avocats de la défense de Fujimori avaient demandé que leur client soit libéré sous caution ou placé en résidence surveillée. Dans son jugement, le magistrat Orlando Alvarez n'a pas motivé son refus de libérer l'ex-président. Agé de 67 ans, Fujimori a dirigé le Pérou de 1990 à 2000 avant de fuir au Japon en raison d'accusations de corruption. Il est arrivé à Santiago en novembre, en provenance du Japon, voulant semble-t-il se servir du Chili comme d'une base pour présenter sa candidature à l'élection présidentielle péruvienne prévue cette année. Mais les autorités chiliennes l'ont aussitôt arrêté en vertu du mandat d'arrêt international le visant. Le juge Alvarez étudie actuellement la demande d'extradition présentée par le Pérou. Fujimori a fait acte de candidature voici quelques semaines mais les responsables électoraux ont rejeté sa demande, car l'ex-président a interdiction d'occuper une fonction publique au Pérou jusqu'en 2011. — Reuters

## Pas de visas pour les Géorgiens

Tbilissi — La Russie a suspendu hier la délivrance de visas aux Géorgiens, tracasserie qui ajoute aux tensions caractérisant les relations bilatérales, notamment depuis la «révolution de la rose» qui a porté au pouvoir le président pro-occidental Mikhaïl Saakachvili. «Nous avons été contraints de prendre cette décision du fait des agissements des Géorgiens, qui créent des difficultés artificielles dans la délivrance de visas pour les soldats russes», a déclaré un

porte-parole de l'ambassade de Russie à Tbilissi. La Russie dispose de deux bases militaires en territoire géorgien, reliquats de la période soviétique. Moscou a accepté le principe d'un retrait par étapes de ses forces, mais invoque le coût important du démantèlement des bases quand Tbilissi lui reproche sa lenteur à les évacuer. La dernière crise en date dans les relations intervient alors que le parlement de Géorgie a demandé le remplacement des forces de maintien de la paix russes présentes en Ossétie du Sud par une force internationale. L'Ossétie du Sud est l'une des deux régions de Géorgie qui ont fait sécession. — Reuters

## Des chrétiens se livrent à des représailles

Enugu — Des émeutiers chrétiens ont tué au moins un musulman et incendié plusieurs mosquées hier à Onitsha dans le sud du Nigeria, en représailles aux violences antichrétiennes qui ont fait plusieurs dizaines de morts dans le nord du pays, ont rapporté des témoins. Un habitant d'Onitsha dit avoir vu une foule de musulmans se réfugiant précipitamment à l'intérieur d'une caserne de l'armée, tandis que les émeutiers chrétiens les poursuivaient, armés de fusils, de pierres et de machettes. La Croix-Rouge fait état de plusieurs mosquées incendiées et de feux allumés par les manifestants dans les rues. Les 140 millions de Nigériens sont partagés en un nombre sensiblement égal de musulmans, établis essentiellement dans le nord du pays, et de chrétiens, vivant plutôt dans le Sud. Les émeutes du week-end, dans les villes de Maiduguri, Katsina et Bauchi, dans le nord du Nigeria, ont fait au moins 38 morts, selon les chiffres de la Croix-Rouge. Mais selon l'Association chrétienne du Nigeria, 50 personnes ont péri dans la seule ville de Maiduguri. — Reuters

L'Ouganda aux urnes

## Museveni vers une victoire à la présidentielle

Kampala — Au pouvoir depuis un quart de siècle, le président Yoweri Museveni pourrait remporter un nouveau mandat demain lors d'un scrutin pluraliste où son principal adversaire est son ancien médecin, Kizza Besigye. Ancien choucho de l'Occident qui voit aujourd'hui d'un mauvais œil son apparente détermination à rester au pouvoir, Museveni sera probablement réélu dès le premier tour, selon des analystes.

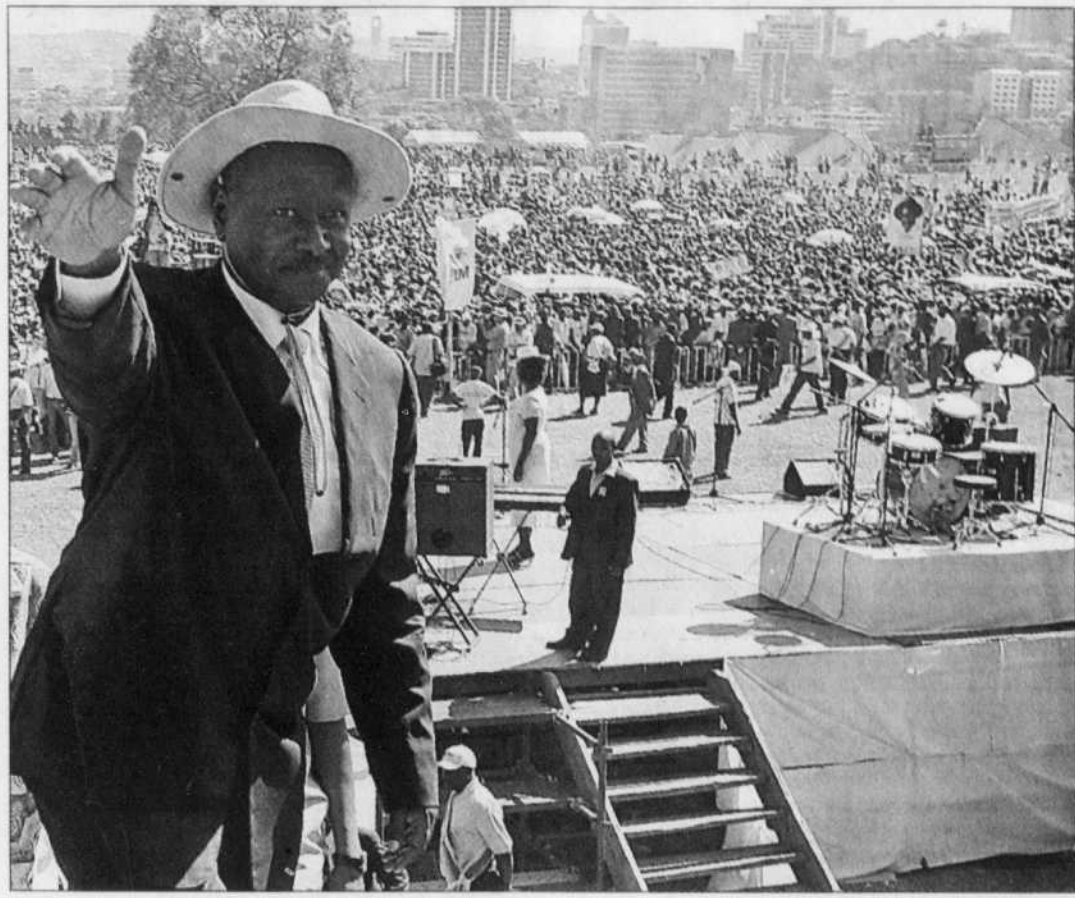
Museveni, arrivé au pouvoir en 1986 à la tête d'un mouvement rebelle, se présente comme seul capable de préserver la stabilité de ce pays profondément marqué par la dictature d'Idi Amin et entouré d'États déchirés par la guerre, tels que le Rwanda, la RDC ou le Soudan. Il aime mettre à son crédit une croissance économique continue et des progrès sociaux comme la gratuité de l'enseignement primaire.

Mais pour Besigye, qui est âgé de 49 ans, Museveni — dont il a été le médecin quand ce dernier était dans le maquis, entre 1981 et 1986 — est un dictateur qui s'accroche désespérément au pouvoir.

Le point de vue du chef du Forum pour un changement démocratique semble partagé par une partie de la population de cette ancienne colonie britannique comptant 27 millions d'habitants.

Le dernier sondage crédite Besigye de 36 % des intentions de vote, contre 47 % pour Museveni et son Mouvement de la résistance nationale, au pouvoir. Mais, selon des analystes, la tendance dans les zones urbaines est surreprésentée dans les enquêtes d'opinion, qui tendent ainsi à surestimer la base électorale de Besigye, et Museveni l'emportera peut-être encore plus nettement.

«Il aurait eu plus de 50 % de toute façon, mais je crois qu'il va l'emporter par environ 62 % avec l'aide de quelques petites manipu-



Yoweri Museveni, hier, à son arrivée à Kololo pour une rencontre électorale.

THOMAS MORLEY REUTERS

lations», estime le commentateur politique Andrew Mwenda. «Il a besoin d'une grosse marge pour légitimer un troisième mandat.» Selon lui, des analystes statistiques ont montré que les listes électorales avaient vu l'apparition d'environ un million d'électeurs «fantômes» censés garantir la victoire du président.

Le gouvernement, qui a rétabli le pluralisme politique l'an dernier à la suite d'un référendum sur la question, dément vouloir manipuler le scrutin et accuse l'opposition de vouloir semer la zizanie.

Des responsables de la commission électorale ont invité hier plusieurs centaines de journalistes étrangers dans un hôtel de Kampala pour leur assurer qu'ils souhaitent une «élection entièrement libre et équitable». Le président de la commission, Badru Kiggundu, a ajouté: «Cette démocratie pluraliste n'a que six mois, alors aidez-nous à apprendre.»

Si on excepte le nord du pays, où les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur luttent contre Museveni depuis son arrivée au pouvoir, le reste du pays

connaît un calme relatif depuis 1986.

Déçus de voir Museveni briguer un troisième mandat et irrités par l'arrestation de Besigye, poursuivi pour trahison et viol, les donateurs occidentaux — qui financent la moitié du budget ougandais — suivront le scrutin de près. Certains ont réduit leur aide à Kampala, ces derniers mois, en signe de protestation. Les résultats sont attendus d'ici samedi.

Reuters

## La capture du général Mladic semble plus proche que jamais

Belgrade — La capture du général Ratko Mladic, recherché pour crimes de guerre pendant la guerre en Bosnie, semblait hier plus proche que jamais, plusieurs sources ayant annoncé son arrestation à Belgrade, malgré un démenti officiel des autorités.

Mais à La Haye, Florence Hartmann, porte-parole du procureur du Tribunal pénal international (TPI) Carla Del Ponte, a très fermement démenti l'arrestation. «Nous démentons formellement une interpellation de Mladic», a-t-elle dit. «À notre connaissance, il n'y a même pas d'opération en cours pour le rechercher», a-t-elle ajouté, évoquant un emballement médiatique.

Des informations contradictoires ont circulé toute la journée d'hier en Bosnie et à Belgrade au sujet d'une arrestation du fugitif, même si des sources officielles n'ont fait état que d'une opération pour l'arrêter.

Ancien chef militaire des

Serbes de Bosnie, Ratko Mladic, 62 ans, a été inculpé de génocide par le TPI en 1996 pour son rôle dans le siège de Sarajevo et dans le massacre à Srebrenica (est de la Bosnie) de près de 8000 musulmans.

Avant le démenti de La Haye, un porte-parole du gouvernement serbe, Srđjan Djuric, avait à propos de la supposée arrestation de Mladic parlé d'une «manipulation qui porte préjudice à la Serbie et ne contribue pas aux efforts du gouvernement pour conclure la coopération» avec le TPI.

La radio indépendante serbe, B92, généralement bien informée, avait pourtant affirmé qu'une opération pour arrêter Mladic s'est terminée à Belgrade dans l'après-midi.

Un ancien responsable de la police secrète serbe, qui a requis l'anonymat, a toutefois indiqué que l'opération était restée sans résultat jusqu'à présent.

L'arrestation et l'extradition



Ratko Mladic

REUTERS

de Ratko Mladic, l'un des fugitifs les plus recherchés par le TPI de La Haye, conditionne l'intégration de la Serbie à l'Europe. Belgrade doit reprendre prochainement des discussions,

commencées en octobre, avec l'Union européenne pour un accord d'association et de stabilisation, premier pas vers son intégration à l'Europe.

Généralement, à la veille de chaque échéance cruciale, d'intenses rumeurs circulent en Serbie sur une possible arrestation et extradition de Mladic.

Elles se sont amplifiées depuis lundi après qu'un responsable proche du premier ministre Vojislav Kostunica a déclaré que Mladic pourrait se rendre prochainement.

Depuis l'arrivée de M. Kostunica au pouvoir, une quinzaine d'inculpés serbes de crimes de guerre se sont rendus au TPI.

Soumise à de fortes pressions internationales pour améliorer sa coopération avec la justice internationale, la Serbie a multiplié dernièrement les signes de bonne volonté tout en affirmant ignorer où se trouve Mladic.

Agence France-Presse

LA COMMUNICATION PARENT-ENFANT un travail d'équipe

**Lucille BOUFFARD**

Collection École des parents

**LA COMMUNICATION PARENT-ENFANT**

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE

Il fourmille de questions et d'exercices.

96 pages - 13,10 \$

Les éditions LA PENSÉE (514) 848-9042

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

LE MONDE CONTEMPORAIN

**Hélène SÉGUIN**

**Benoît THIBAUT**

**LE MONDE CONTEMPORAIN**

Histoire 5<sup>e</sup> secondaire

192 pages - 17,75 \$

LIDEC inc. (514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

CAHIER SPÉCIAL [ SAMEDI 4 MARS ]  
SALON DU LIVRE  
DE L'OUTAOUAIS

NE MANQUEZ PAS LE  
PREMIER RENDEZ-VOUS  
LITTÉRAIRE DE LA SAISON

LE DEVOIR

• On n'est jamais trop curieux •

# AGORA



## L'affaire des caricatures et les préparatifs de guerre

PIERRE DUBUC  
Directeur de L'Aut'journal

Il circule actuellement sur Internet une caricature qui montre un musulman offensé à la vue des caricatures de Mahomet dans *France Soir* et *Charlie Hebdo*, avec la légende «*Croyant blessé par les incroyants*». À ses côtés, gisant dans son sang, se trouve un Occidental transpercé par un sabre arabe avec la légende «*Incroquant blessé par les croyants*». La caricature résume bien le terrain glissant sur lequel est en train de nous entraîner l'affaire dite «des caricatures».

Pour en comprendre les tenants et aboutissants, il faut remonter à l'origine de l'affaire. Elle a débuté par une entrevue parue dans un journal danois dans laquelle Kaare Bluitgen explique qu'il ne pouvait trouver d'illustrateurs pour son livre d'enfants consacré à la vie de Mahomet à cause de l'auto-censure que pratique la presse danoise sur les affaires liées à l'Islam.

Bluitgen connaît bien l'interdit de représenter le prophète dans la religion islamique, mais il a un côté provocateur. Bluitgen est un ex-gauchiste qui habite Norrebro, le quartier multi-ethnique par excellence du Danemark. Il publie des livres controversés sur les relations interethniques, dans lesquels il fustige les militants de gauche pour avoir laissé faire les imams les plus réactionnaires au nom du respect des différences culturelles.

Le Danemark ne compte que 160 000 musulmans sur une population de 5,4 millions d'habitants, et à peine 15 000 personnes fréquentent une centaine de mosquées du pays. Mais depuis les années 1990, l'extrême-droite s'impose et les écrits de Bluitgen sont utilisés pour justifier la politique anti-immigrés du gouvernement danois.

Les propos de Bluitgen intéressent le quotidien danois *Jyllands-Posten*, qui demande à 40 dessinateurs de presse de «dessiner Mahomet comme ils le voyaient» pour tester les limites de la censure. Le journal reçoit 12 dessins qu'il publie le 30 septembre. Selon Toger Seidenfaden, directeur du quotidien *Politiken*, la volonté de *Jyllands-Posten* de provoquer les musulmans était claire dès le départ : «Le succès était garanti, car le plus grand problème du Danemark, c'est l'intégration des immigrants et le plus grand groupe est celui d'origine musulmane». La défense de la liberté d'expression n'était pas en jeu. D'ailleurs, le journal britannique *The Guardian* raconte que le *Jyllands-Posten* a refusé, il y a trois ans, de publier une série de dessins caricaturant le Christ.

### Les intérêts du Moyen-Orient

Par la suite, après le refus du premier ministre danois de recevoir 11 ambassadeurs de pays musulmans qui souhaitaient protester, des délégations d'imams se rendent au Moyen-Orient pour diffuser la série de caricatures, enrichie d'autres encore plus provocantes. Les caricatures sont utilisées comme arme politique par la Syrie et l'Iran. Des manifestations sont organisées contre les ambassadeurs du Danemark, de la Norvège et de la France, des journaux de ces deux derniers pays ayant reproduit les caricatures.

L'Iran a tout intérêt à faire pression sur le Danemark, car ce pays assurera dans quelque mois la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies, l'instance qui devra décider des sanctions contre l'Iran à cause de son programme nucléaire. La Syrie a un intérêt similaire: son président et cinq de ses proches font l'objet d'une enquête de l'ONU pour la mort de l'ancien premier ministre libanais Rafik Hariri.

De façon plus générale, ces attaques sont une réponse à un changement de politique des pays européens à l'égard du monde arabe et de l'Iran. Finie l'époque de cette «Vieille Europe» continentale hostile à l'intervention américaine en Irak, pro-palestinienne et menaçant ses relations avec les pays arabes.

Dans le dossier nucléaire iranien, les Européens sont les accusateurs. Au Liban, on veut le retrait de la Syrie, ce qui est un changement de cap de 180 degrés. En Palestine, la sympathie traditionnelle de l'Europe à l'égard des conditions draconiennes pour le maintien de l'aide après la victoire du Hamas. Cela explique les manifestations anti-européennes en territoire palestinien.

En Afghanistan, les troupes de l'OTAN — c'est-à-dire européennes et canadiennes — sont en train de

remplacer les troupes américaines et se retrouvent en première ligne contre les talibans. Au Pakistan, la coalition des partis qui manifeste contre les caricatures est celle qui soutient les talibans et al-Qaïda.

Les manifestations contre les caricatures sont des manifestations contre l'impérialisme. Mais elles ne le sont pas, comme jadis, au nom d'un idéal socialiste ou démocratique. Avec l'effondrement du socialisme et des modèles de société qu'il représentait, le mouvement d'auto-défense identitaire à la mondialisation prend souvent la forme du fondamentalisme religieux. La lutte est menée au nom de l'Islam. En fin de compte, nous assistons à une lutte entre l'impérialisme et... le féodalisme!

Nous devons critiquer cette islamisation de la lutte, mais pas en se rangeant sur les positions impérialistes, ce qu'est dans le contexte de l'affaire des caricatures la croisade pour la liberté d'expression.

### La droite porte le flambeau

Les principales publications qui portent le flambeau de cette lutte sont pour la plupart des publications de droite, que ce soit le *Jyllands-Posten* danois, *Le Figaro* en France, *The Economist* en Grande-Bretagne et le *Western Standard* de l'Alberta.

De tout temps, la liberté d'expression n'a jamais été un absolu. Même dans les pays les plus démocratiques, elle s'est toujours vue imposer des limites par la loi (libelle, etc.) et un certain consensus social. Il est remarquable aujourd'hui que ce soit la droite qui cherche à en faire reculer les limites, souvent en empruntant les formules de la gauche. Pensons à Jeff Fillion et CHOI-FM, qui cite le poète Paul Éluard avec son «Je crie ton nom, liberté», et à tant d'autres doc Mailloux dont on défend le droit de parole avec le nom de Voltaire: «Je ne battrais absolument pas votre point de vue, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous puissiez le faire valoir».

Plus inquiétant encore, c'est de retrouver, au moment où la presse n'a jamais été aussi concentrée entre des mains réactionnaires, bon nombre de personnalités de gauche s'embranchant d'eux-mêmes dans cette croisade pour la soi-disant «liberté d'expression», comme si c'était un absolu, faisant fi de toutes considérations et analyses politiques.

Examinons seulement notre propre situation. Lors du déclenchement de la guerre contre l'Irak, c'est au Québec que se sont tenues les manifestations parmi les plus importantes à l'échelle de la planète. De toute évidence, ces manifestations sont responsables de la décision du gouvernement Chrétien de ne pas participer à la guerre. Dans ces manifestations, on retrouvait un fort contingent de musulmans qui marchaient côte à côte avec les Québécois et les Québécois de souche et d'autres origines ethniques, transcendant les différences religieuses et culturelles.

Il aurait été tout à fait concevable de trouver un large écho, parmi cette population, à un appel à ce que le Québec se sépare du Canada si le gouvernement fédéral avait décidé de suivre les États-Unis. Des leaders péquistes y ont songé... de même sans doute que les dirigeants canadiens!

Aujourd'hui, le Canada change sa politique étrangère, augmente de façon substantielle ses budgets militaires et s'engage directement dans la guerre contre les talibans en Afghanistan. Tout cela au nom de la «démocratie» de Bush et, évidemment, de la «liberté d'expression»!

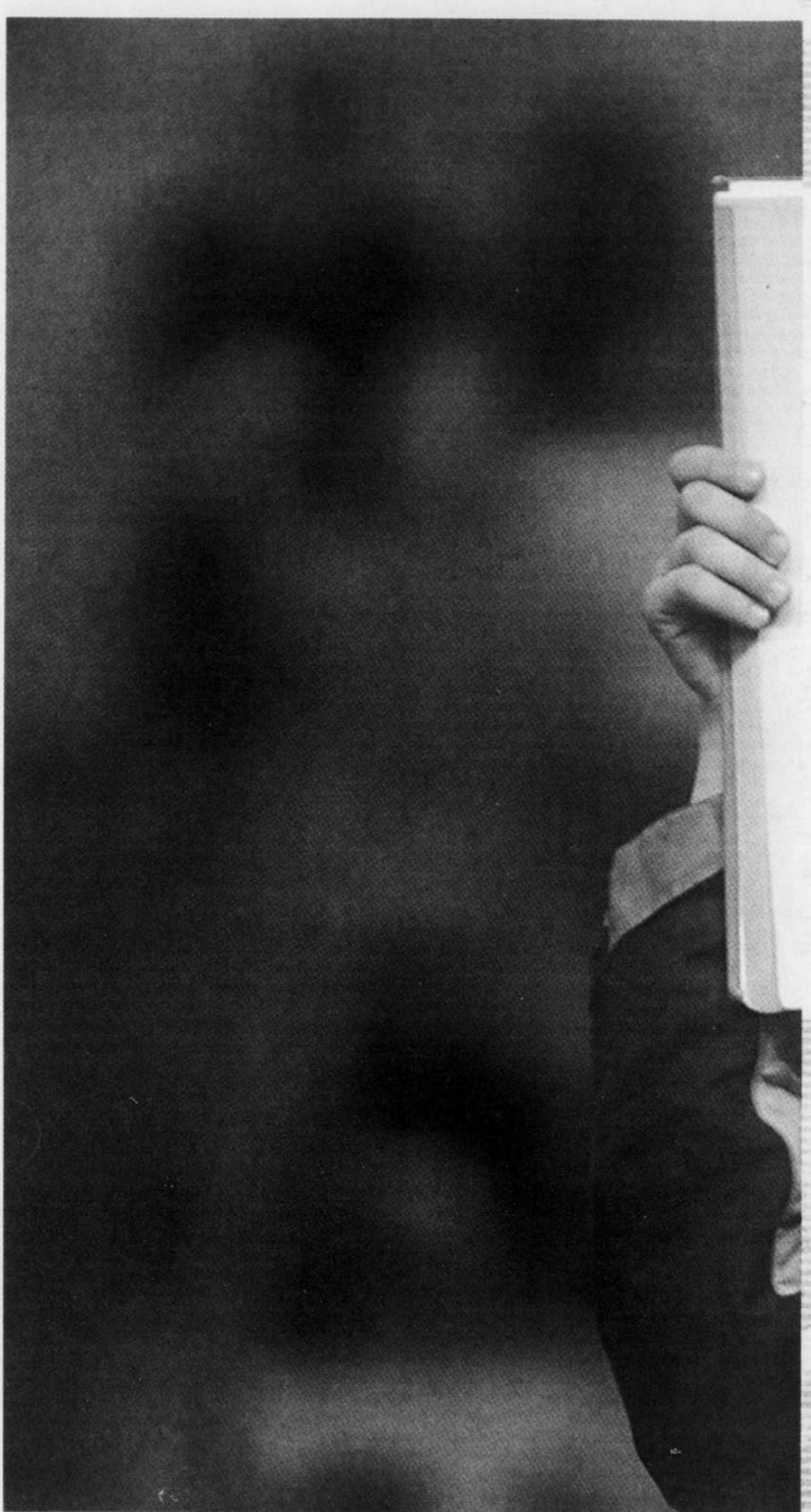
Le nouveau ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a déclaré le 14 février que la publication des caricatures de Mahomet par le *Western Standard* de l'Alberta «aggraverait les dangers que courent les militaires canadiens en Afghanistan». Bien entendu, auparavant, Kandahar était un havre de paix et nos soldats y faisaient du tourisme!

Quand les soldats canadiens et québécois périront par le sabre arabe — comme dans la caricature dont il est fait mention au début de cet article — et reviendront au pays dans des sacs de plastique, il ne faudra pas s'étonner du fait que plusieurs Canadiens et Québécois se déclarent désormais prêts à appuyer l'effort de guerre du Canada, que bon nombre d'entre eux prennent à partie leurs concitoyens musulmans, même si l'immense majorité des musulmans au Québec, au Canada et de par le monde se sont dissociés des réactions des fanatiques dans l'affaire des caricatures.

Et c'est Bush, Harper et Ben Laden qui riront dans leur barbe!



Des manifestants libanais s'arrachent un drapeau danois. Les manifestations contre les caricatures sont des manifestations contre l'impérialisme. Mais elles ne le sont pas, comme jadis, au nom d'un idéal socialiste ou démocratique. La lutte est menée au nom de l'Islam.



## Comprendre enfin la rue musulmane

GÉRARD LATULIPPE  
Ministre dans le gouvernement libéral de 1985 à 1989, ancien délégué général du Québec à Mexico et à Braselias, spécialiste en coopération internationale.

Il ne fait aucun doute que la réaction de la communauté musulmane à la publication des caricatures de Mahomet a fait l'objet d'une manipulation organisée par des groupes islamistes extrémistes et des régimes autoritaires au profit d'un agenda politique qui n'a rien à voir avec la religion. Il n'en reste pas moins que tous les musulmans, du plus modéré au plus radical, ont été indignés par la publication de ces caricatures.

Pourquoi le médecin de Rabat, le chauffeur de taxi d'Amman et l'imam d'une mosquée du Caire ont-ils la même réaction épidermique devant ce qu'ils ressentent comme un mépris de leurs valeurs religieuses? Pourquoi la rue musulmane a-t-elle exprimé unanimement une telle fureur?

Plusieurs Québécois se souviennent encore des années d'avant la Révolution tranquille. La religion dominait nos vies, nos comportements et même notre gouvernement. Il était socialement inconcevable de ne pas aller à la messe le dimanche, à la confesse une fois par semaine ou de manger de la viande le vendredi. Je me souviens d'avoir acheté d'innombrables autocollants de «petits Chinois» que l'on plaçait dans nos cahiers d'école pour permettre aux missionnaires de convertir la Chine. On croyait qu'ils allaient tous aller en enfer. On nous avait convaincus que hors de l'Église pas de salut.

Ceux qui se souviennent de la pensée unique, des tabous et du poids de la religion dans nos vies peuvent commencer à comprendre la rue musulmane.

Le Coran organise et ordonne la vie des musulmans depuis leur naissance. Quand on vit en terre musulmane, on ne peut pas imaginer boire un verre d'eau à la terrasse d'un café un jour de Ramadan. C'est même passible de prison. Le bon musulman ne boit pas d'alcool, ne mange pas de porc et fait sa prière cinq fois par jour face à La Mecque. Il est interdit de dessiner l'image du prophète Mahomet. On ne trouve d'ailleurs aucune œuvre d'art illustrant l'image du prophète dans les mosquées. Les règles du Coran sont des dogmes qui doivent être respectés par tous car la pratique religieuse de l'un est l'affaire de tous. La dissidence sociale, lorsqu'elle existe, s'exerce en silence ou en secret.

### Pas de Révolution tranquille à l'horizon

Au Québec, la jeunesse des années 60, fortement majoritaire, a réalisé la Révolution tranquille. En terre musulmane, il n'y a pas de Révolution tranquille à l'horizon. Au Québec, les signataires du *Règles globales* en furent les précurseurs. Dans les pays musulmans, Salman Rushdie fait toujours l'objet d'opprobre et de rejet.

L'esprit critique, lorsqu'il existe, est un courant minoritaire et marginal. Un sondage récemment réalisé par le journal *L'Economiste*, au Maroc, révélait que les jeunes se considèrent d'abord comme musulmans avant d'être Marocains. Il est probable que ce sentiment d'appartenance se retrouve dans l'en-

## Le retour du bâton

DAMIEN MILOCH  
Montréal

Phénomène religieux, historique, social, politique et surtout médiatique à l'échelle planétaire, la vague de réactions violentes liée à la publication des caricatures du journal danois *Jyllands-Posten* suscite la polémique. Partout, on utilise le verbe «à la con», se confronte, condamne ou parfois s'excuse, là où le crayon a apparemment blessé. Le verbe est donc là, aiguë comme un fusil, mais parfois aussi précis qu'une balle perdue quand il s'agit de comprendre et déchiffrer.

Jamais ou presque on n'a proscrit ou détruit les images saintes dans l'Europe chrétienne. Pourtant, aux portes de celle-ci, en 752, l'empereur Constantin V convoquait à Byzance les évêques orientaux

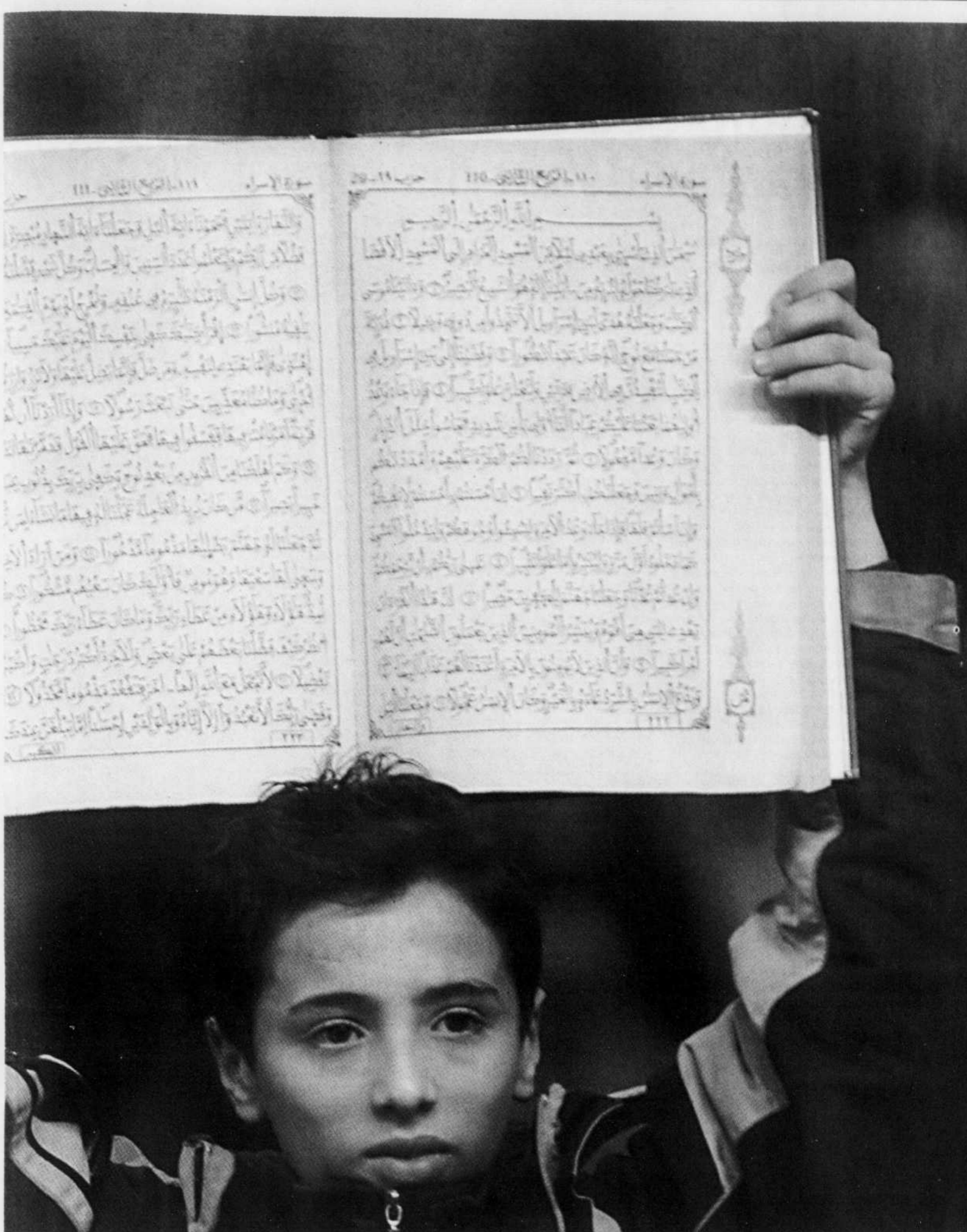
pour expliquer sa farouche opposition à toute forme d'art religieux qui représente les saints, le Christ ou la Vierge. L'empereur déclarait que ces représentations donnaient à ces derniers une apparence humaine sans réussir à montrer leur gloire divine. Elles trahissaient en quelque sorte leurs modèles. Cette controverse a duré plus d'un siècle. Difficile d'imaginer cela lorsque le Digne orné l'intérieur de toutes les églises chrétiennes, etc. Choc des cultures, des civilisations ou plutôt incompréhension religieuse et ignorance historique?

### Le bâton qui revient

«L'Histoire est un message que personne ne conteste», disait Napoléon Bonaparte. Que retiendra-t-on encore des événements? Oui, ces caricatures ont été instrumentalisées par des régimes arabes musul-



Pourquoi les Occidentaux s'étonnent-ils de cette poussée de fièvre islamiste? C'est en partie eux qui l'ont fait naître.



FAYEZ NURELDINE AGENCE FRANCE-PRESSE

## Profanation ou propagande haineuse?

JEAN-CLAUDE HÉBERT  
Avocat

Verrons-nous prochainement nos juges se dépatouiller avec les caricatures de Mahomet? Dans un contexte de surchauffe des esprits, la publication récente de certaines d'entre elles par un magazine de Calgary (le *Western Standard*) pourrait bien prendre un virage judiciaire.

Au Canada, le droit à la liberté de religion englobe le droit de croire ce que l'on veut en matière de religion, le droit de professer ouvertement nos croyances religieuses et le droit de les manifester par leur enseignement et leur propagation, par la pratique religieuse et par le culte. À cet égard, l'accomplissement de rites religieux représente un aspect fondamental de la pratique religieuse.

Par ailleurs, la liberté d'expression repose sur la conviction que la libre circulation des idées et des images est la meilleure voie vers la vérité, l'épanouissement personnel et la coexistence pacifique dans une société hétérogène composée de croyances dont les croyances divergent et s'opposent. Non absolue, la liberté d'expression peut être limitée par le législateur dans certaines formes d'expression. Cette limitation peut être justifiée par la prévention de la haine, pour protéger les membres vulnérables de la société.

Dans le contexte actuel, un éditeur de journal ou un diffuseur télévisuel qui s'aventure à publier les caricatures de Mahomet risque peu. Certes, le Code sanctionne le libelle blasphématoire. Cependant, la loi permet l'expression, de bonne foi et dans un langage convenable, d'une opinion sur un sujet religieux.

À l'origine, le blasphème consistait à tenir sur le christianisme des propos irrévérencieux susceptibles d'outrager les croyants et de provoquer une violation de la paix. Depuis longtemps, cette interdiction reste lettre morte.

Pourrait-il s'agir de propagande haineuse? La loi exige que l'accusé ait volontairement fomenté la haine contre un groupe différent de la religion. Même si, initialement, les dessinateurs des caricatures litigieuses avaient été animés d'une intention malicieuse, la publication d'un élément d'une crise internationale ne vise sûrement pas à fomenter la haine contre les musulmans. Encore là, s'il devait y avoir poursuite, l'accusé pourrait se défendre en faisant valoir qu'il a, de bonne foi, exprimé une opinion sur un sujet religieux. Enfin, il existe un filtre politique: tout dénonciateur doit obtenir le consentement du procureur général.

### L'exemple turc

Imaginons le pire des scénarios: sous prétexte d'éclaircir ses lecteurs, un éditeur de journal souffle la braise de l'hostilité religieuse. Il publie certaines caricatures de Mahomet et tient des propos haineux contre les musulmans. Interpellé, la justice ne pourrait esquiver ses responsabilités. Un débat animé pourrait s'ensuivre.

Une affaire jugée en Turquie révèle le tournis des juges appelés à trancher entre la liberté d'expression et les attaques injurieuses contre la religion. Résidant à Paris, un éditeur fut condamné à l'amende par un tribunal turc à la suite de la publication d'un roman soulevant des questions philosophiques et théologiques. Le passage suivant fut toutefois considéré comme une attaque injurieuse contre le prophète de l'Islam: «Mohammed n'interdisait pas le rapport sexuel avec une personne morte ou un animal vivant».

Saisie du dossier, la Cour européenne des droits de l'homme rejeta le pourvoi de l'éditeur (par une seule voix de majorité). Rappelant que la liberté d'expression protège les informations et les idées qui «heurtent, choquent ou inquiètent», l'opinion majoritaire ajouta que «l'exercice de cette liberté comporte toujours des devoirs et des responsabilités». À propos des croyances religieuses, de poursuivre les juges majoritaires, il existe «l'obligation d'éviter des expressions qui sont gratuitement offensantes pour autrui et profanatrices». En l'espèce, la Turquie était justifiée de «sanctionner des attaques injurieuses contre des objets de vénération religieuse».

Quelques dissidents, il ne fallait pas isoler quelques phrases, à coup sûr injurieuses et regrettables, pour condamner tout un livre et sanctionner pénalement son éditeur. La Convention européenne des droits s'applique aux sociétés démocratiques. Or, «une société démocratique n'est pas une société théocratique». La légèreté de la peine infligée peut être considérée comme une dénonciation sans le management le conformisme et la pensée unique révélant «une conception frileuse et timorée de la liberté de la presse».

### La peur et le bâillon

Une condamnation pénale comporte un *chilling effect*, propre à dissuader la publication livres ou d'informations qui ne sont pas religieusement corrects. Le risque d'autocensure menace insidieusement la liberté d'information. Chaque fois qu'il applique le bâillon, l'éditeur ou le diffuseur oblige les citoyens à faire un acte de foi. L'appel à la censure et la pratique de l'autocensure sont une apostasie à la liberté d'expression.

Cette grande liberté protège: autant le bénéficiaire d'information que le communicateur. Autrement dit, la liberté d'expression ne vise pas uniquement la libre circulation du message, elle permet aussi d'accéder à l'information existante. En pratiquant l'autocensure, les communicateurs présument de l'ineptie des citoyens. Du coup, ils dissuadent et encouragent la posture guerrière du président Bush.

En effet, qu'est-ce qui alimente le plus l'insécurité publique? L'éphémère accès de bile noire des islamistes, provoqué par l'affaire des caricatures, ou le profond ressentiment des musulmans devant la torture pratiquée par les Américains sur leurs coreligionnaires... au nom de la démocratie?

semble du monde islamique. Que se passe-t-il donc en terre musulmane?

Les jeunes qui forment la majorité de la population des pays musulmans souffrent du chômage et d'un désœuvrement hors du commun. Le désespoir constitue leur pain quotidien. Ils quittent en masse la campagne pour la ville pour accroître la multitude des sans-emploi à la terrasse des cafés. Beaucoup d'entre eux sont prêts à risquer leur vie pour quitter leur pays.

Ils sont en quête d'identité et l'Islam leur en présente une sur un plateau d'argent. La religion musulmane leur donne une règle de vie commune, des interdits, des obligations, jusqu'à un code vestimentaire. Au-delà de la spiritualité, c'est une forte identité qui se forge au sein de leur communauté et qui s'affirme à la face du monde. On pourrait en quelque sorte dire qu'ici, c'est «l'habit qui fait le moine».

L'opinion publique, y compris chez les jeunes, est fortement influencée par les télé arabes comme al-Jazira et al-Arabya, plus souvent qu'à l'école, à la maison ou au moyen d'un débat pluriel. Une culture d'autocritique prend difficilement naissance dans des pays qui ont vécu sous des régimes dictatoriaux où le contrôle social se faisait, et dans certains cas se fait encore, quartier par quartier, rue par rue, par les tentacules des ministères de l'intérieur, véritable État dans l'État. Les vents du conservatisme social se propagent donc comme une trainée de poudre. Ce conservatisme devient préoccupant quand 44 % des jeunes sondés par le journal *L'Economiste* affirment qu'al-Qaïda n'est pas une organisation terroriste.

### Blessure profonde

On n'a pas idée de la profondeur de la blessure faite à l'âme musulmane par le conflit israélo-palestinien. Le mot injustice n'est pas assez fort pour qualifier la perception que l'Occident a toujours favorisée Israël dans ce conflit. D'une façon subliminale, le monde musulman assimile l'Occident à la chrétienté comme s'il s'agissait d'un facteur additionnel dans la balance.

En bref, l'Islam est devenu la flamme et la voix du ressentiment de la rue musulmane. L'Occident est devenu le bouc émissaire par l'instrumentalisation des extrémistes de tout acabit et certains pouvoirs despotes.

Par-delà l'affaire des caricatures, des enjeux politiques se dessinent derrière cet embrasement. En Occident, les communautés musulmanes se présentent souvent comme étant victimes d'un système qui les empêche de pratiquer leur religion selon les règles du Coran. En Allemagne, un sondage récent révélait, par exemple, que 21 % des musulmans vivant dans le pays estimaient que la Constitution allemande n'était pas compatible avec le Coran. Il existe un danger réel que les États autoritaires ou les mouvements extrémistes utilisent ce repli identitaire et ce ressentiment collectif pour déstabiliser nos pays. Le risque est évidemment plus fort en Europe, où vivent 18 millions de musulmans, qu'en Amérique.

Voilà une raison majeure pour ne rien céder lorsqu'il s'agit des libertés qu'il nous a fallu des générations à conquérir au prix de luttes politiques et même de guerres.

mans extrémistes. Du pain béni tombé du ciel pour propager la réislamisation de leur pays. Mais les racines étaient déjà bien présentes. Pourquoi les Occidentaux s'étonnent-ils de cette poussée de fièvre islamiste? C'est en partie eux qui l'ont fait naître.

En Afghanistan, les Américains ont appuyé les talibans et leur fondamentalisme pour lutter contre le communisme. Des islamistes qui ont ensuite pris la route de l'Algérie notamment, pour former une force politique. En Palestine, Israël a d'abord aidé le Hamas pour s'opposer à Yasser Arafat et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). En Égypte, les Anglais et Français ont soutenu les Frères musulmans contre Nasser.

Au nationalisme arabe laïque, l'Occident a souvent répondu par le soutien à l'islamisation et voit désormais revenir le bâton.

Cet islamisme, observant le nationalisme arabe

fondre, devient alors l'unique alternative politique. Il n'y a qu'à constater. La plupart des élections vraiment démocratiques dans les pays musulmans se sont soldées par une victoire d'un parti islamique (le FIS en Algérie, le Hamas en Palestine ou l'ultra conservateur Mahmoud Ahmadinejad en Iran).

Ce qui peut paraître pathétique, c'est que des gouvernements «laïques» (Liban ou Syrie) en mal de reconnaissance tentent de récupérer et d'amplifier ce mouvement d'indignation pour retrouver un certain soutien populaire. Ils profitent de la vitesse de l'information, des images par satellite, d'Internet et des journalistes pour faire valoir leur parole. Le droit de s'exprimer, d'afficher sa colère, de montrer leur point de vue par rapport à ce qu'ils considèrent comme une insulte. Ils profitent, d'une certaine manière, de la liberté d'expression qu'ils combattent à travers leur extrémisme. [...]



L'Islam est devenu la flamme et la voix du ressentiment de la rue musulmane. L'Occident en est devenu le bouc émissaire par l'instrumentalisation des extrémistes de tout acabit et certains pouvoirs despotes.

# LES SPORTS

HORS-JEUX

## Si si si



Jean Dion

Et puis, mon oncle Rogatien, tu trouves pas que les XX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver (Turin 2006) sont un peu plates? Si j'avais à résumer le fond de l'air que le populo (vous) me communique, il serait là: il manque quelque chose là-dedans. Personne n'arrive à mettre le doigt dessus, mais le sentiment de carence est réel.

Alors, je vais vous le dire, moi, ce qui manque: du scandale. A part les xexperts qui veulent que le Canada perde pour que Gretzky décolle — en vertu d'une logique implacable qui veut que, s'il gagne, Gretzky prouverait qu'il peut faire le travail, aussi faut-il qu'il perde afin qu'on ait la preuve qu'il n'en est pas capable, enfin quelque chose du genre —, à part Bengt Gustafsson, l'entraîneur suédois, qui a laissé entendre que son équipe pourrait être intéressée à perdre hier pour s'offrir la Suisse en quarts, à part NBC qui cherche à alimenter la «chicane» entre Shani Davis et Chad Hedrick (c'est très compliqué, on y reviendra), rien. Même au patin de fantasia, à part M. Goldberg qui s'exclame de temps à autre «non, c'est pas vrai», pas l'ombre d'un complot international.

Rien? C'est faux. À CBC, ils ont bien écrit «Doping scandal» pour parler de cette histoire à la Kenteris et Thanou, vous en souvenez-il c'était à Athènes la moto et tout ça, les descentes nocturnes de la police italienne chez les skieurs de fond et biathlons autrichiens. Il y a là du croustillant: Walter Mayer, l'entraîneur aujourd'hui banni, qui s'enfuit en char (voilà ce qu'on appelle une promenade-pipi extrême) et percute une voiture de police en état d'ébriété et se retrouve dans une institution psychiatrique, deux athlètes autrichiens qui retournent précipitamment dans leur pays, et tout ça parce que lors d'une compétition, et je cite, Mayer avait été «aperçu dans la montagne». Pendant un temps après la parution de la nouvelle, j'ai cru qu'il était question du yeti, ou du sasquatch, ou d'Oussama ben L.

Et ce n'est pas tout. Selon mes sources, certains maquilleurs de patinage artistique consomment aussi des substances illicites.

♦ ♦ ♦  
Au onzième jour de compétitions, et alors qu'il en reste trop pour apercevoir déjà le fil d'arrivée, même la rubrique «S'instruire en s'amusant», qui professe d'ordinaire une stricte tempérance afin de garder l'œil clair en toute circonstance, ne peut s'empêcher de ressentir comme une petite soif (même si, en fait de produits bons pour la santé, il manque cruellement d'annonces de bière à ces Jeux). Aussi s'est-elle modérément emballée lorsqu'elle a pris conscience du fait qu'elle savait déjà — car elle sait tout — que l'apéritif a été inventé à Turin. A placer sans faute dans votre prochain cocktail, vous ferez un sacré tabac.

Bien oui bien oui. C'est à Antonio Benedetto Carpano, né et mort à Torino (1764-1815), que l'on doit la mise au monde du vermouth. En 1786, Carpano prit la décision révolutionnaire de mélanger du vin blanc et une concoction d'une trentaine d'herbes et épices dont la recette ne se communique depuis que de bouche de druide à oreille de druide. Il ajouta des spiritueux au tout, ce qui, croyait-il, rendait la mixture plus convenable pour les dames que s'il avait utilisé des vins rouges locaux.

Or, comme Carpano était un lettré doublé d'un fan de Goethe, il décida de donner à son drink le nom allemand de l'absinthe, Wermut. Et voilà. Le vermouth n'a pas tardé à être exporté dans toute l'Europe, et il est aujourd'hui

d'hui fabriqué par des firmes aux noms révéreurs: Campari, Cinzano, Martini & Rossi.

Et là, mesdames messieurs, si vous poursuivez la lecture, vous allez assister à un lien du tonnerre qui me fait frissonner moi-même.

♦ ♦ ♦  
Question aux plus vieux: quel était le slogan publicitaire, dans le temps où les annonces de boisson étaient autorisées à la télé, de Martini & Rossi? Farpaiement: «Martini & Rossi, Si, si, si!». Cela nous rajoute encore moins que de voir des sauts de ski acrobatique en songeant à l'état des articulations à la réception. Si vous avez vu hier Lydia Lerodiakonou se démantibuler le genou et hurler sa douleur, vous savez de quoi je parle.

Et si si si, c'est ce qu'a dit Bode Miller, hier. Remarquez, une chance qu'on l'a, Miller, il nous change un peu de la langue de coton olympique avec ses rêves, ses passions, ses dépassements, ses au-delà d'eux-mêmes qui finissent par nous les casser. Miller en arrache depuis le début des XX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver (Turin 2006), 5<sup>e</sup> en descente (après avoir été aperçu dans un bar à minuit la veille), disqualifié au combiné, hors-piste au super-G, 6<sup>e</sup> au slalom géant, et il ne lui reste plus que le slalom de samedi pour se refaire, mais voyez comment il voit la vie: «Si les choses étaient bien allées, je pourrais être assis sur quatre médailles, peut-être toutes d'or.» Elle est bonne, non? Oh, bien sûr, vous direz qu'avec des «si» dans le merveilleux monde du sport™, vous et moi serions champions de luge biplace et, à voir Koivu et Kovalev se faire aller là-bas, il y aurait un parade de la coupe sur la Catherine en juin, mais le rêve consiste aussi à conjuguer au conditionnel.

«Il veut inspirer en skiant bien, mais il n'accorde pas beaucoup d'importance aux résultats», a dit le patron du ski alpin américain, Jesse Hunt. Le père de Miller, Woody, estime pour sa part que l'attitude du fiston consiste à se dire: «Que vais-je faire d'une médaille d'or?» «Il montre une certaine ambivalence en ce qui a trait au succès. Il est fait comme ça.»

Et voici ce que Miller racontait la semaine dernière à la *Gazzetta dello sport*, à laquelle je ne sais pas ce que vous attendez pour vous abonner comme je le suis depuis sa fondation le 3 avril 1896, soit trois jours avant l'ouverture des premiers Jeux olympiques de l'ère moderne. D'ailleurs, la semaine dernière toujours, la *Gazzetta dello sport* et *El Mundo Deportivo* ont reçu une plaque commémorative pour un siècle de couverture olympique des mains de Juan Antonio Samaranch, président honoraire à vie du CIO. (Cela étant, avouez que vous aimeriez ça, être président honoraire à vie de quelque chose. Me semble que ça doit donner du pompé à une journée à l'ouvrage.)

Miller, donc: «Le sport est né propre et le serait demeuré s'il s'agissait seulement de concourir pour le plaisir de la chose, mais les médias et le public le corrompent avec la pression qu'ils imposent. Tout athlète qui ne réussit pas est laissé dans son coin, personne ne demande son autographe et on l'abandonne. Ceux qui gagnent, en revanche, sont perçus comme des symboles. La célébrité est un poison. Je m'en fous. Je vivais bien mieux quand je n'étais personne. Cette pression est inhumaine, elle ne fait que titiller le besoin de l'athlète d'être le numéro un.»

At-il vraiment tort?

♦ ♦ ♦  
Regardez-moi un peu ceux de ces quarts de finale de hockey: Canada-Russie, République tchèque-Slovaquie. Les États-Unis, eux, affronteront la Finlande. Ils ne jouent pas très bien, les USA, et je tiens à ce sujet à vous laisser sur cette matière à réflexion. Hier, après un mauvais jeu des Américains, Denis Potvin a dit que faire une passe à l'aveuglette à la pointe en zone offensive (ce qui a conduit à un but d'Alexander Korolyuk en échappée), «c'est demander pour du trouble».

At-il vraiment tort?

jdion@ledevoir.com

EN BREF

### Le Canadien rappelle le gardien Yann Danis

Le Canadien a rappelé le gardien Yann Danis des Bulldogs de Hamilton, hier. Danis sera l'adjoint de Cristobal Huet en l'absence de José Théodore, qui soigne une

fracture au talon et qui sera absent pour une période de six à huit semaines. Agé de 24 ans, Danis a pris part à 32 matchs cette saison avec les Bulldogs dans la Ligue américaine. Il présente un dossier de 14-14-2. Sa moyenne de buts alloués par match s'établit à 2,88. Danis a fait six présences avec le Canadien cette saison. Il présente une fiche de 3-2-0 et une moyenne de buts alloués par match de 2,69. — PC

JEUX OLYMPIQUES DE TURIN

HOCKEY

## Équipe Canada bat les Tchèques avant le début du «vrai tournoi»

ROBERT LAFLAMME

Turin — Équipe Canada a profité des largesses du gardien Tomas Vokoun et du brio de Martin Brodeur pour vaincre la République tchèque 3-2 à son dernier match du tour préliminaire hier, avant le début du «vrai tournoi olympique» de hockey.

Le Canada, avec un dossier de 3-2, a clôturé la phase initiale de la compétition au troisième rang de son groupe, devant la République tchèque (2-3). La Suisse (2-1-2) le devance avec le même total de six points, en raison de la victoire de 2-0 qu'elle a signée à ses dépens. La Finlande (5-0) a été parfaite.

Les Suisses se sont assurés la deuxième place en annulant avec les Italiens 3-3, hier.

«C'est une belle victoire, une bonne façon de mettre fin au premier tour du tournoi contre un de nos grands rivaux sur la scène internationale», a affirmé Brodeur, qui a été éblouissant en bloquant 31 des 33 lancers des Tchèques.

Son opposant, Vokoun, a été le remède à la disette de buts de l'équipe canadienne qui avait été blanchie à ses deux matchs précédents, en cédant trois fois sur huit tirs en une période.

Le gardien des Predators de Nashville a d'abord vu Brad Richards tromper sa vigilance à l'aide d'un tir des poignets anodin en entrée de territoire, à la huitième minute d'action.

Le coéquipier de Richards chez le Lightning de Tampa Bay, Martin St-Louis, a ensuite marqué d'un angle restreint au cours d'un jeu de puissance, à 11 min 19 s. La rondelle a bifurqué chemin faisant sur le défenseur Pavel Kubina.

Le défenseur Chris Pronger a fait 3-0 à 36 secondes de la fin de la période à l'aide d'un boulet de canon, qui n'a donné aucune chance à Vokoun. En voulant déblayer sa zone, le défenseur Marek Malik a fait glisser le disque vers Pronger, qui a pu y mettre toute l'action.

Vokoun a cédé sa place à Milan Hnilicka au début du deuxième vingt et le Canada n'a pu aller chercher un quatrième but. St-Louis est passé près mais Hnilicka s'est illustré. Le gardien a par la suite été peu occupé, ne faisant face qu'à huit lancers au total.

Brodeur l'acrobate

Le reste du match a été l'affaire de Brodeur, qui en a mis plein la vue à la foule de 9126 spectateurs

au Palasport Olimpico. Le gardien vedette des Devils du New Jersey a été quelque peu chanceux en deuxième période, voyant les défenseurs Bryan McCabe et Wade Redden venir à sa rescousse en l'espace de peu de temps.

On a craint que Brodeur se soit blessé au genou gauche lorsque Petr Cajanek est tombé sur lui. Quelques instants plus tard, il frustrait Jaromir Jagr d'un geste vif de la mitaine.

«J'ai été blessé au même genou avec les Devils, il y a trois semaines, et j'ai ressenti un douleur semblable, a-t-il expliqué. Je n'avais pas manqué d'action dans la Ligue nationale et je suis confiant d'être à mon poste demain [aujourd'hui].»

Les Tchèques ont réussi à le déjouer au début d'une double supériorité d'une minute, le défenseur Rob Blake étant puni à un mauvais moment.

Il n'a pu stopper la frappe de Pavel Kubina sur réception de la passe de Jagr.

Ce but a redonné des ailes aux Tchèques qui ont complètement dominé la troisième période (12-2 au chapitre des tirs). On peut reprocher à Brodeur de s'être fait surprendre, au tout début, par Petr Cajanek, mais il s'est admira-

blement bien racheté.

«Vous avez sans doute remarqué ma réaction après le but, a-t-il souligné. J'étais fâché contre moi-même. Je me suis bien ressaisi.»

Les quarts de finale sont fixés

Les États-Unis, malgré une défaite, ont obtenu leur laissez-passer pour les quarts de finale du tournoi de hockey masculin des Jeux de Turin.

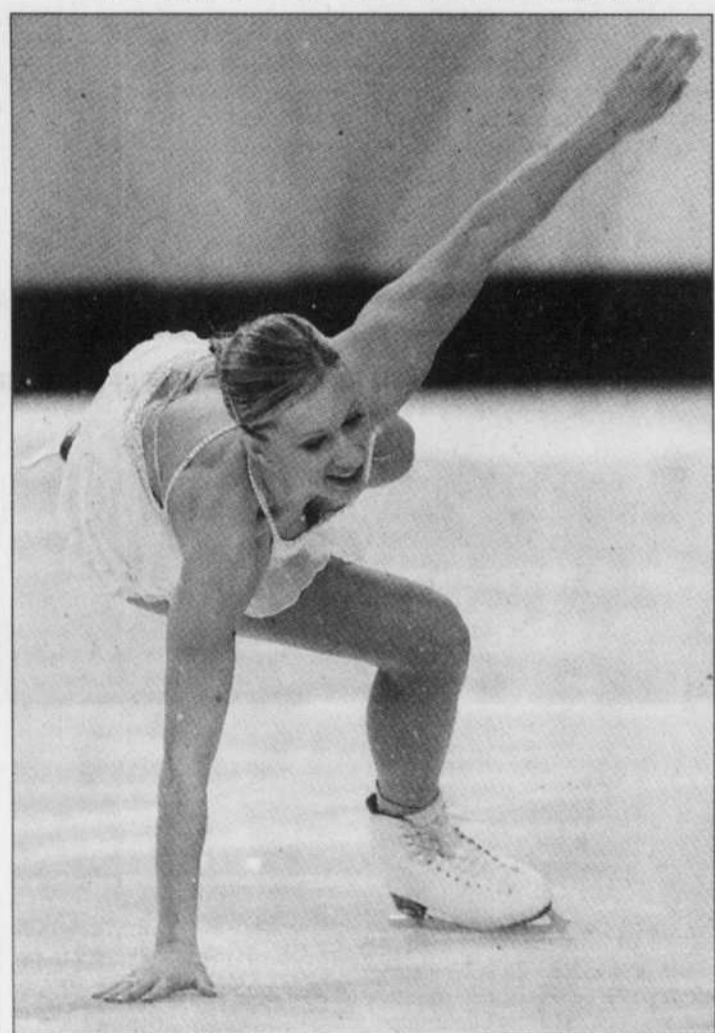
Les derniers matchs de la phase préliminaire, hier, ont ainsi permis aux équipes de mettre la touche finale à leur préparation et à établir les classements des deux groupes.

Deux matchs seront à surveiller aujourd'hui en quarts de finale. On aura droit à une confrontation entre deux vieux ennemis, le Canada et la Russie, et les deux nations qui formaient autrefois l'ex-Tchécoslovaquie — la Slovaquie et la République tchèque — s'affronteront.

Dans les deux autres matchs, la Finlande sera opposée aux États-Unis et la Suède jouera contre la Suisse, probablement la plus faible équipe parmi les quarts de finalistes.

Presse canadienne

PATINAGE ARTISTIQUE



ANDY CLARK REUTERS

Joannie Rochette a mis une main sur la glace en atterrissant après son triple Flip, hier aux JO de Turin.

## Une petite erreur coûte quelques points à Rochette

MICHEL LAJEUNESSE

Turin — Sasha Cohen, Irina Slutskaya et Shizuka Arakawa se livrent une intense lutte pour la médaille d'or pendant que Joannie Rochette poursuit un objectif plus modeste.

La championne canadienne de l'île Dupas s'est classée neuvième à l'issue du programme court hier au concours de patinage artistique des Jeux olympiques de Turin, elle qui vise une place parmi les dix premières.

Mira Leung, de Vancouver, qui est à 16 ans la plus jeune olympienne canadienne à Turin, était 14<sup>e</sup> parmi les 29 concurrents.

Les trois premières sont séparées par moins d'un point. Cohen, qui patinait la dernière sur de la musique folklorique très entraînante (*Les Yeux noirs*), a littéralement soulevé le public du Pala-vela par la fluidité, la facilité et la légèreté de son patinage. La Californienne de 21 ans a obtenu 66,73 points et a embrassé son entraîneur John Nicks quand le tableau a montré qu'elle était première.

Slutskaya était pour sa part triste que les juges ne lui aient pas décerné de meilleures notes pour l'impression artistique. La championne du monde en titre et mé-

daillée olympique d'argent en 2002 a totalisé 66,70 points.

Arakawa, 24 ans, a réussi sa meilleure performance personnelle avec 66,02 points. La championne du monde 2004 va pouvoir se motiver car elle est très proche de la Russe et de l'Américaine et peut envisager d'obtenir un titre olympique qui couronnerait sa carrière.

Rochette a récolté 55,85 points pour son programme court. C'est un peu moins que sa meilleure performance de 57,08, mais c'est une note raisonnable.

Après une bonne combinaison triple Lutz-double boucle piquée pour partir le bal, elle a mis une main sur la glace en atterrissant après son triple Flip. «J'ai deux ans d'expérience de plus avec ce saut qu'avec le Lutz, par exemple. Je me concentre davantage sur les autres sauts. Le Flip, je ne m'en méfie pas assez. Il manquait un peu de vitesse sur ce saut. Dans les petits pas préparatoires à ce saut, je n'ai peut-être pas glissé suffisamment.»

Elle s'en promet pour demain lors du programme libre, qui à tousjours été sa force. «De toute façon, j'aime mieux le programme long, a-t-elle dit. Si on commet de petites erreurs, on a la chance de se reprendre.»

Presse canadienne

## Les bobbeuses échouent au pied du podium

Turin — La bobbeuse Helen Upperton a glissé presque jusque sur le podium hier. Une erreur de pilotage et la guigne d'une première participation aux Jeux olympiques ont résulté en une quatrième place pour Upperton et sa coéquipière Heather Moysie en bob à deux.

Il s'agissait de la neuvième quatrième position du Canada à ces Jeux et la troisième en deux jours après celles des skieurs Kelly VanderBeek et François Bourque la veille.

«Les gens disent que ce n'est pas la meilleure position que de terminer quatrième mais je pense que nous sommes vraiment heureuses», a affirmé Upperton, qui a laissé échapper le bronze pour 0,05 seconde.

L'équipage de Canada 2 composé de Suzanne Gavine-Hlady, de Windsor, en Ontario, et Jaime Cruickshank, de Saskatoon, s'est classé 13<sup>e</sup> en 3 min 53 s 82.

Upperton, deuxième du classement général de la Coupe du monde, avait inscrit le pire temps de la compétition lors de la première manche, hier. Son chrono de 58,09 secondes portait son temps combiné à 2 min 53 s 23 et repoussait Canada 1 en cinquième position, à presque une seconde des meneuses.

Mais elle s'est bien reprise dans la quatrième manche avec un chrono de 57,83 secondes.

Au tableau des médailles, le Canada en compte toujours 14 (trois d'or, six d'argent et cinq de bronze), ce qui lui confère le sixième rang. L'Allemagne continue de dominer avec un total de 21 médailles (9-7-5).

Sauts et vitesse

En ski acrobatique, la Torontoise Veronika Bauer s'est classée cinquième. Elle est la seule Cana-



JEAN-PAUL PELLISSIER REUTERS

La pilote Helen Upperton et sa coéquipière Heather Moysie au fil d'arrivée de l'épreuve de bob à deux, hier.

dienne à s'être qualifiée pour la finale des sauts.

Bauer, championne du monde des sauts en 2001 et médaillée d'argent en 2003, a obtenu 176,66 points. Amber Peterson, de Thunder Bay, en Ontario, a terminé au 15<sup>e</sup> rang avec 153,07 points.

Deirdra Dionne, de Red Deer, en Alberta, qui se remet toujours d'une fracture du cou survenue le 1<sup>er</sup> septembre lors d'un accident en Australie, s'est classée 22<sup>e</sup> avec 128,30 points.

Denny Morrison a été le plus rapide des quatre patineurs de vitesse canadiens, terminant au 11<sup>e</sup> rang du 1500 mètres.

Steven Elm a suivi, à égalité au 12<sup>e</sup> rang, Arne Danksers s'est classé 17<sup>e</sup> et Justin Warsylewicz, 27<sup>e</sup>.

Dans le sprint du combiné nordique messieurs, Jason Myslicki s'est révélé le meilleur Canadien, se classant 41<sup>e</sup>.

Presse canadienne

EN BREF

TABLEAU DES MÉDAILLES

Pays	O	A	B	Total
Allemagne	9	7	5	21
États-Unis	7	7	4	18
Norvège	2	8	8	18
Autriche	8	5	3	16
Russie	7	3	5	15
Canada	3	6	5	14
Italie	4	0	5	9
Suisse	2	2	4	8
Corée du Sud	3	3	1	7
France	3	1	3	7
Suède	2	2	3	7
Chine	1	2	4	7
Pays-Bas	2	2	2	6
Finlande	0	3	3	6
Estonie	3	0	0	3
Croatie	1	2	0	3
Rép. tchèque	0	2	0	2
Ukraine	0	0	2	2
Australie	1	0	0	1
Bulgarie	0	1	0	1
Grande-Bretagne	0	1	0	1
Slovaquie	0	1	0	1
Lettonie	0	0	1	1

### Fabris, champion olympique du 1500 m

Turin — Sous les encouragements d'un public enthousiasmé, l'Italien Enrico Fabris a remporté hier le 1500 mètres de patinage de vitesse des JO, devant ses rivaux américains Shani Davis et Chad Hedrick. Fabris a réussi un chrono de 1 min 45 s 97 puis a attendu avec anxiété le passage des huit derniers patineurs. Davis, parti dans le dernier face à face, savait parfaitement le temps qu'il devait battre mais a franchi la ligne d'arrivée en 1 min 46 s 13. Hedrick a fait ses 1500 m en 1 min 46 s 22, se montrant beaucoup moins rapide dans son dernier tour que Fabris. — AP